

Au sommaire

8 ACTES COURANTS - IMMOBILIER

Cautionnement. Effet de la dissolution de la société débitrice sur l'engagement des cautions

Urbanisme / Construction. Détermination du caractère apparent du désordre : appréciation des compétences du maître d'ouvrage personne morale

Vente. Vices cachés, non-conformités, dissimulations : quels recours pour les acquéreurs ?

11 DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Conflit de lois. Adoption internationale : les règles de conflit de lois s'appliquent même sans déplacement de l'enfant

12 ENTREPRISE

Baux commerciaux. Cession-déspecialisation : attention à la signification du projet en présence de coindivisaires bailleurs

14 FAMILLE - PATRIMOINE

Communauté légale. Point de départ du délai de prescription de l'action en nullité d'un bornage signé par un seul époux commun en biens

15 PROFESSION

Responsabilité notariale. Responsabilité notariale : application de la réparation intégrale sans perte ni profit

À LA Une

La réforme du partage judiciaire et la pratique notariale

Le décret n° 2026-964 du 18 octobre 2026 redéfinit le rôle du notaire commis et les modalités pratiques du partage judiciaire. Ce dernier dispose de moyens d'action plus étendus pour conduire les opérations et de prérogatives renforcées mais il ne tranche pas les litiges, les conflits subsistants étant transmis au juge.

Ces évolutions impliquent une adaptation des pratiques professionnelles à compter du 1^{er} janvier 2027. > **LIRE P. 1**